

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Regional Manager/Real Property  
Contracting/PWGSC  
Ontario Region, Tendering Office  
12th Floor, 4900 Yonge Street  
Toronto, Ontario  
M2N 6A6  
Ontario

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Regional Manager/Real Property Contracting/PWGSC  
Ontario Region, Tendering Office  
12th Floor, 4900 Yonge Street  
Toronto, Ontario  
M2N 6A6  
Ontario

<b>Title - Sujet</b> 450 SSS Re-survey	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EQ447-130640/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 009
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> R.023276.307	<b>Date</b> 2012-10-01
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$PWL-035-1727	
<b>File No. - N° de dossier</b> PWL-2-35057 (035)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-10-09</b>	<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Woodhall, Lauren	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwl035
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (416) 512-5873 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (416) 512-5862
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> PWGSC-TPSGC Port Hope Port Hope, ON L1A 3S4	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**Modification n° 009 à la demande de propositions**

La présente modification vise à répondre aux questions posées par les soumissionnaires.

- 1) Pourriez-vous nous dire s'il existe une certification canadienne équivalente ou toute autre certification que nous pouvons utiliser au lieu de la certification NEHA ou de la certification NRSB, qui sont indiquées dans la section sur l'équipe du projet ? (Formulaire de l'Appendice 1 de l'Annexe E)

Veuillez consulter les critères obligatoires révisés. Il n'y a pas de certification canadienne équivalente.

- 2) Est-ce que notre entreprise sera disqualifiée si un des membres de notre équipe est seulement en train de terminer sa certification NRSB/NEHA? Cette exigence obligatoire en matière de certification doit-elle être respectée avant que nous présentions notre proposition?

La réponse à ces deux questions est oui. En effet, il s'agit d'une exigence obligatoire, qui doit donc être respectée au moment de la présentation de la proposition. Veuillez également consulter les critères obligatoires révisés.

- 3) Les lettres de fiabilité dont il est question dans la procédure Remediation Verification Standard Operating Procedure d'août 2011 pour les projets de Port Hope et de Port Granby, aux sections 7.4 et 8.4, sont-elles une exigence supplémentaire quant aux livrables du projet, ou s'agit-il des lettres sur le statut de conformité ou non-conformité?

Non, il ne s'agit pas de livrables supplémentaires. Il s'agit des lettres de conformité/non-conformité.

- 4) Dans la modification n° 1, à la section 2.1, au point 3c, il est écrit : « L'un des postes supérieurs suivants (directeur de projet, gestionnaire de projet, expert-conseil principal - Environnement, expert-conseil principal - Contrôle radiologique) doit être occupé par une personne agréée par la National Environmental Health Association (NEHA), le National Radon Safety Board (NRSB) ou un autre organisme approuvé par EACL. »

Pourriez-vous confirmer si les qualifications suivantes sont acceptables?

- CRadP (Chartered Radiation Protection Professional) selon la Society for Radiological Protection (SRP) (voir le site de la SRP à <http://www.srp-uk.org/cradp> pour en savoir plus; en anglais seulement)
- Certification professionnelle (phys.) (physicien) selon l'Association canadienne des physiciens et physiciennes (ACP)
- Spécialiste en radioprotection de l'OPG, approuvé par la CCSN
- Gestionnaire de la dosimétrie des rayonnements et du laboratoire environnemental à OPG
- Vérificateur indépendant du laboratoire des rayonnements de l'Institut de radioprotection du Canada, à Saskatoon, titulaire du permis S-106
- Formation de responsable de la radioprotection du CNRC
- Formation de spécialiste de la mesure du radon de l'USEPA

Veuillez consulter les critères obligatoires révisés. Seule la dernière qualification sera acceptable si une certification a été fournie par l'USEPA à la fin de la formation.

- 5) À la section 2.1, au point 3c de l'Annexe E, à propos de la certification par la National Environmental Health Association (NEHA), le National Radon Safety Board (NRSB) ou un organisme approuvé par EACL.

La NEHA et le NRSB sont des organismes de certification américains. La certification NRSB n'est pas courante parmi les protocoles canadiens relatifs au radon (à Santé Canada, entre autres). L'organisme a déclaré qu'il était en train de mettre à jour son contenu canadien à des fins de certification canadienne (c'est-à-dire qu'il n'y a aucune certification pour le radon au Canada pour le moment – selon les lignes directrices canadiennes sur la mesure du radon).

Au cours des 24 derniers mois, Santé Canada (SC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) ont effectué des contrôles du radon qui impliquaient le placement, le retrait et l'analyse de plus de 21 000 détecteurs dans des résidences et des bureaux appartenant au MDN ainsi que dans des bâtiments industriels et d'autres immeubles du gouvernement.

EACL accepterait-elle une déclaration de Santé Canada (SC) ou du ministère de la Défense nationale (MDN) au sujet de l'expérience de personnes ou d'organismes, ou bien la certification relative au radon pourrait-elle être remplacée par un énoncé détaillé de l'expérience acquise relativement à l'utilisation des protocoles canadiens quant à la mesure du radon (référence : Guide sur les mesures du radon dans les édifices publics de Santé Canada, Document: MM08232007)?

Veuillez consulter les critères obligatoires révisés. La certification par le NRSB, la NEHA ou par toute autre organisation ou association internationale équivalente en ce qui a trait à la détection du radon, ou la preuve d'une vaste expérience (au moins 10 ans) dans le domaine de la détection du radon, est exigée.

- 6) Combien de dossiers contient la base de données historiques? Quelle est la structure relationnelle du portail collaboratif de l'IRPH? Pouvons-nous télécharger des données historiques à partir du portail?

Réponse 6 : TPSGC fournira à l'entrepreneur une copie électronique des rapports de l'Examen des dossiers historiques. Chacun des rapports sur les propriétés comprend un sommaire des renseignements historiques disponibles pour la propriété en question ainsi que le plan de travail relatif au nouveau contrôle pour ce site. L'entrepreneur n'a pas besoin de télécharger des rapports à partir du portail collaboratif de l'IRPH.

- 7) Modification n° 4 – Réponse 8 – Cette réponse indique que tous les employés du sous-traitant ayant accès à des propriétés résidentielles devront avoir une cote de fiabilité. Cela pourrait comprendre le personnel des sous-traitants pour le forage, des entreprises de services publics, de remise en état de la chaussée, des paysagistes, etc. TPSGC peut-il confirmer que c'est bien le cas, ou sinon clarifier quels membres de l'équipe, exactement, devront posséder une cote de fiabilité?

Tous les sous-traitants ayant signé un accord avec l'entrepreneur principal qui ont l'intention de travailler pour le projet des nouveaux contrôles de 450 propriétés doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité qui sont spécifiées dans la demande de propositions.